



0723UBRA

Action Urgente

FIAN-FRANCE
15 Rue Georges Jacquet
38000 Grenoble
Tel/fax: 04 38 21 05 08
fianfrance@no-log.org
<http://www.fian.fr>
<http://www.face-it-act-now.org>

BRESIL : Le détournement du fleuve São Francisco menace le droit à l'eau et l'accès à la terre des communautés indigènes et noires, des pêcheurs et des petits paysans.

La région semi-aride du Nord-Est du Brésil est une zone intéressante pour l'agrobusiness qui vise le marché européen. Mais il n'y a pas d'eau pour l'irrigation. Voilà la raison pour laquelle un projet pharaonique envisage de relier le fleuve São Francisco à d'autres rivières de la région semi-aride du Nord-Est. Ce projet violera le droit à l'alimentation et à l'eau des communautés affectées et des paysans du Nord-Est. Nombreuses sont les communautés locales qui résistent. Des rapports officiels du gouvernement (rapport 15/2007 – IBAMA) signalent qu'au moins 845 familles seront expulsées. Selon le rapport officiel du Ministère public (18/2001) au moins 7138 membres de tribus indiennes seront directement touchés par le détournement du fleuve et au moins 34 terres indiennes et 153 communautés noires seraient aussi touchées. Ces personnes n'ont pas été prises en compte dans les rapports d'impact sur l'environnement du gouvernement qui ne précisent pas les réels dommages sociaux que le détournement du fleuve engendrera.

Le 27 novembre, Dom Cappio, un évêque brésilien qui a pris part au mouvement de résistance a entamé une grève de la faim contre ce projet.

Il est nécessaire de faire pression au niveau international afin de sauvegarder le droit à se nourrir des communautés qui vivent le long du fleuve ainsi que des paysans du Nord-Est.

Veillez écrire au Président brésilien Lula et au Ministre de l'intégration nationale Geddel Vieira Lima pour leur demander de suspendre la construction et de revoir le projet.

Contexte

Le fleuve São Francisco est un des plus grands fleuves du Brésil (2800 km) qui s'étend du Nord de l'Etat de Minas Gerais à la frontière du Pernambouc. Juste avant la région semi-aride, il bifurque vers l'est et se jette dans l'Atlantique. Ce fleuve a déjà subi un certain nombre d'altérations à cause des barrages (Machadinho, Sobradinho, Itaparica, etc...) construits principalement pour l'agro-business. Il est urgent de revitaliser ce fleuve qui fournit de la nourriture et de l'eau aux communautés qui vivent sur ses rives, au nombre desquelles des communautés indiennes. Alors que l'assainissement du fleuve n'avance pratiquement pas, le gouvernement de Lula a manifesté son soutien à l'agro-business en préparant un autre méga-projet aux dimensions pharaoniques : le détournement du fleuve São Francisco à travers une série de canaux (et des barrages) qui après plus de cent kilomètres rejoindront des rivières de la région semi-aride, trois au Nord (dans les Etats du Ceará et Rio Grande do Norte) et trois à l'Est (Etat de Paraíba).

Plusieurs études ont démontré que ce projet occasionnera de graves dommages sociaux et écologiques. Des rapports officiels du gouvernement (rapport 15/2007 – IBAMA) signalent qu'au moins 845 familles seront expulsées. Selon un rapport officiel du Ministère public (18/2001), au moins 7138 membres de tribus indiennes seront directement touchés par le détournement et au moins 34 terres indiennes et 153 communautés noires pourraient être touchées. Ces personnes n'ont pas été prises en compte dans les rapports d'impact sur l'environnement du gouvernement, ce qui signifie que l'on n'a pas calculé les réels dommages sociaux que le détournement du fleuve engendrera.

Par ailleurs, le détournement entraînera le développement dans le Nord-Est d'un modèle agricole dominé par l'agro-business tourné vers l'exportation, avec même des élevages de crevettes. Les défenseurs du projet disent qu'il amènera "l'eau au Nord-Est semi-aride". En réalité seulement 5% de la région semi-aride sera concernée par le détournement et les paysans à qui il est supposé bénéficier ont été marginalisés depuis le début. Il existe d'autres propositions pour utiliser l'eau et faire de l'agriculture qui sécuriseraient le droit des paysans à se nourrir dans la région semi-aride et qui coûteraient deux fois moins que les 6,6 milliards de reais qui, selon des chercheurs indépendants, seront investis dans le projet de détournement.

Les communautés touchées résistent. De nombreuses études scientifiques critiquent sévèrement le projet. A souligner que la Banque mondiale, notoirement connue pour avoir soutenu des projets de barrages questionnables, a des doutes sur ce projet et a décidé de ne pas le soutenir.

En septembre-octobre 2005, l'évêque franciscain Dom Luiz Flávio Cappio avait fait la grève de la faim pour manifester son opposition au projet. Cela avait eu de fortes répercussions au Brésil. Dom Luiz n'avait mis fin à sa grève de la faim que lorsque le président Lula avait accepté de suspendre le détournement et d'entamer un vrai dialogue avec la société civile brésilienne. Le dialogue n'a pourtant pas encore commencé et, en mars dernier, l'armée a été envoyée pour commencer les travaux de construction du détournement. Le 27 novembre, Dom Luiz a commencé une nouvelle grève de la faim.

Le mandat de FIAN

Le projet de détournement menace gravement les moyens de subsistance de plusieurs communautés indiennes, noires et de pêcheurs en ne respectant pas et en ne protégeant pas leur droit à la nourriture et à l'eau et leur accès à la terre. La construction a lieu sur leurs territoires et elle affectera le niveau de l'eau, ce qui menace leur accès à l'eau et les empêchera de pêcher.

L'Etat a l'obligation de garantir ces droits mais les bafoue : le Brésil ne donne en effet pas la priorité à des investissements dans le Nord-Est qui garantiraient le droit à l'eau de la population pauvre. Il investit au contraire dans des infrastructures de soutien à l'agro-business.

Fin de l'action urgente : 28 février 2008

Adresses

Presidente de Brasil
Luiz Inácio Lula da Silva
Praça dos Três Poderes
Palácio do Planalto - 3º andar
Brasília – DF- 70150-900
BRESIL
Tel: 00 -55- (61) 411-1200/411-1221
Fax: 00-55- (61) 411-2222
e-mail: presidencia@planalto.gov.br
e-mail: gabinete@planalto.gov.br
e-mail: gabinete@planalto.gov.br

Ministro da Integração Nacional
Geddel Vieira Lima
Esplanada dos Ministérios – Bloco E – 6º andar
Brasília – DF- 70067-901
BRESIL
Tel: 00-55- (61) 414-5801/ 414-5802
Fax: 00-55- (61) 224-0418
e-mail: pedro.sanguinetti@integracao.gov.br

GABINETE MINISTRA ELLEN GRACIE (Presidente)
e-mail: ellengracie@stf.gov.br
Fax: (0055) 61 32174249

Pour être sûr que votre message parvienne bien au Président Lula, allez sur le site www.presidencia.gov.br Cliquez sur 'Presidente', puis sur "fale com o presidente", puis sur "escreva sua mensagem". On vous demandera alors vos coordonnées et il y a un espace où vous pourrez faire un copier-coller de la lettre en brésilien. Cliquez ensuite sur "enviar". Vous recevrez alors un message disant que vous recevrez prochainement un message vous demandant de confirmer. Quand vous le recevrez, il vous suffira de cliquer sur "confirmar".

GABINETE MINISTRO GILMAR MENDES (Vice-Presidente)
e-mail: mgilmar@stf.gov.br
Fax: (0055) 61 32174189

Traduction de la lettre proposée en brésilien

Monsieur le Président,

Je voudrais vous exprimer ma préoccupation par rapport au droit à l'alimentation, à la terre et à l'eau de la population qui vit dans la Vallée du fleuve São Francisco et au Nord-Est du Brésil. J'ai appris que l'armée brésilienne a commencé la construction du projet de détournement du fleuve São Francisco contre la volonté d'une partie considérable de la population locale et de la société civile et contre l'avis d'experts. J'ai aussi été informé de la grève de la faim de l'évêque Dom Frei Luiz Cappio.

Des études démontrent que le projet de détournement du fleuve São Francisco (qui coûtera 6,6 milliards de reais) ne bénéficiera pas aux plus pauvres du Nord-Est mais servira principalement les intérêts de l'agro-business tourné vers l'exportation et du secteur industriel. Par rapport à l'eau, le Brésil a l'obligation, au titre de la législation internationale des Droits Humains, de donner la priorité aux investissements concernant la fourniture d'eau à usage domestique à ceux qui n'y ont pas accès pour des raisons qui ne dépendent pas d'eux (Observation générale n°15 sur le droit à l'eau). Le projet de détournement ne garantit pas cela. De plus, ce projet coûte très cher et élimine la possibilité de faire des choix plus adéquats pour le futur. D'autres choix permettraient de fournir de l'eau potable à 1300 communautés pour un coût de 3,6 milliards de reais.

Le détournement du fleuve São Francisco viole les Droits à l'alimentation, à l'eau et à la terre des peuples indigènes, des noirs, des pêcheurs artisans qui seront touchés par les barrages, les canaux et par le changement du niveau de l'eau à cause de ce projet. D'autres communautés riveraines seront aussi touchées. De plus, il n'y a pas eu de dialogue ample et constructif sur le projet avec les populations touchées ce qui est contraire aux droits à l'information et à la participation.

La non adoption de la part de votre gouvernement d'une politique de l'eau, basée sur les Droits Humains, viole le droit à l'eau de la population de la région semi-aride. Une option possible pour que votre gouvernement respecte ses obligations internationales serait l'adoption d'un ensemble de mesures suggérées par l'Agence Nationale de l'eau (ANA) pour les régions semi-arides. Ces mesures fourniraient de l'eau potable à 1300 communautés pour un coût de 3,6 milliards de reais.

En tant qu'Etat partie au Pacte international relatif aux Droits économiques, sociaux et culturels, le Brésil a l'obligation, au titre du droit international, de respecter, protéger et garantir les droits humains mentionnés. En tant que personne qui travaille au niveau international pour la protection et la promotion du droit à se nourrir qui inclut le droit à l'eau, je vous demande de suspendre le projet de détournement et de prendre des mesures qui bénéficient réellement aux plus pauvres et qui revitalisent le fleuve.

Merci de bien vouloir me tenir informé des mesures que vous prendrez et de la politique de l'eau que vous aurez choisi d'appliquer.

Sincères salutations

Merci d'informer FIAN de toute réponse à vos courriers

Presidente de Brasil
Luiz Inácio Lula da Silva
Praça dos Três Poderes
Palácio do Planalto - 3º andar
Brasília – DF- 70150-900
BRESIL

Excelentíssimo Sr. Presidente,

Dirijo-me à V. Ex.cia em relação aos direitos humanos à Alimentação, Terra e Água da população que vive no Vale do Rio São Francisco e no nordeste Brasileiro. Estou informado/a que o exercito Brasileiro deu início à construção do Projeto de Transposição do Rio São Francsico contra a vontade de uma parte considerável da população local e da sociedade civil e contra a opinião de especialistas. Eu também estou informado/a sobre a greve de fome do Bispo Dom Frei Luis Cappio.

Há estudos que desmontram que o Projeto de transposição do Rio San Francisco (que custará R\$ 6.6 bilhões) não beneficiará a população mais pobre do Nordeste, mas sim o agronegócio voltado para a exportação e setores industriais: Frente à legislação Internacional de Direitos humanos, o Brazil tem a obrigação de priorizar investimentos no setor de abastecimento de água que garantam acesso à água para uso doméstico, para aqueles que não tenham acesso à mesma por razões que fujam ao seu controle.(Comentário Geral nº 15 da ONU sobre o Direito à Água). O projeto da transposição não garante isto. E além disto, o projecto utiliza recursos e elimina a possibilidade de adoção de outras opções mais adequadas no futuro. Estas medidas proveriam água potável para 1300 comunidades, ao custo de 3,6 bilhões de Reais.

A transposição do Rio São Francisco viola o Direitos à Alimentação, água e terra de povos indúigenas, quilombolas, e pescadores artesanais, que serão afetados pelas represas, canais e pela mudança do nível das agues decorrente do Projeto.Outras comunidades ribeirinhas também serão afetadas. Além do mais, não foi desenvolvido um processo amplo e aberto de diálogo sobre o projeto com as populações afetadas pelo projeto, contrariamente ao está previsto nos direitos à informação e participação.

A não adoção por parte do goveno de V. Ex.cia de uma política de agues, genuinamente baseada na promoção dos Direitos humanos, viola o direito humano à água da população da região semiária. Uma opção possível para o govenro de V. Ex.cia dar cumprimento às suas obrigações internacionais seria a adoção do conjunto de medidas sugerido pela Agencia Nacional de Águas (ANA) para o semiárido. Estas medidas proveriam água potável para 1300 comunidades ao custom de 3,6 Bilhões de Reais.

Como Estado parte do Pacto Internacional de Direitos Econômicos, Sociais e Culturais, o Brazil tem a obrigação, frente a esta lei internacional, de respeitar, proteger e garantir os direitos humanos mencionados. Como uma pessoa que trabalha, em ambito internacional, pela proteção e promoção do direito humano à se alimentar, incluindo o direito à água, Eu solicitaria à V. Ex.cia que interrompa o projeto de transposição e tome medidas que beneficiem de forma efetiva a população mais pobre e que revitalizem o rio.

Solicito que V. Ex.cia me mantenha informado/a sobre as medidas adotadas and as opções de política hídrica selecionadas.

Atenciosamente,